



SUPPRESSIONS D'EMPLOIS: INACCEPTABLE !

A la DGFIP, Bercy veut supprimer 2.569 emplois (1.464 à l'ex DGI et 1.105 à l'ex DGCP).

Sur le département de l'Aveyron, ce sont 13 emplois qui doivent être supprimés :

- 7 emplois dans la filière gestion publique
- 6 emplois dans la filière fiscale.

Comme nos collègues de la filière fiscale, les organisations syndicales de la filière gestion publique convoquées en CTPL le 7 décembre pour avaliser cette destruction des emplois ont décidé de ne pas siéger.

Ne commençons pas à spéculer sur les postes ou services où le couperet va tomber. Les années précédentes nous ont appris qu'aucune logique existait dans la gestion des personnels et que la direction pouvait faire dire tout et son contraire à l'ORE.

D'année en année, à force de compresser les services, d'imposer des réformes n'ayant pour seul but que les suppressions d'emplois, d'insister sur l'efficacité ou sur les indices PVFI, les agents travaillent dans des conditions de plus en plus difficiles et avec une dégradation sans précédent du traitement indiciaire.

Le service rendu au public a-t-il la même qualité qu'auparavant ? Aujourd'hui, on fait dans le paraître, dans l'affichage, mais les usagers ne sont pas dupes non plus.

Aujourd'hui tous les services connaissent des difficultés à cause de la politique de casse de la fonction publique du gouvernement liée à la RGPP. Les outils se mettent en place pour aller encore plus loin dans la casse : loi sur la mobilité, individualisation de la rémunération,...

Il est temps de remettre au cœur des revendications, l'emploi, les conditions de travail et la reconnaissance financière collective de nos qualifications !!

Les agents signataires ci-dessous exigent de la direction générale l'arrêt du massacre !

NOM	PRENOM	RESIDENCE	SIGNATURE

Pétition à retourner rapidement à Alain Bagage (Espalion) ou Damien Ichard (Villefranche)

